

**Louis GISCARD d'ESTAING**

*Puy-de-Dôme (3<sup>ème</sup> circonscription)  
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Vice-président de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 29 juin 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Défense - [11 juillet 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [J.O. du 31 juillet 2007]

Membre titulaire du comité consultatif de la législation et de la réglementation financières [J.O. du 2 août 2007]

Membre du conseil d'administration de l'établissement public autoroutes de France [J.O. du 2 août 2007]

Membre du conseil national de l'aménagement et du développement du territoire [J.O. du 2 août 2007]

Membre de la mission d'information commune sur les exonérations de cotisations sociales [J.O. du 29 novembre 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2008 [J.O. du 13 décembre 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2007 [J.O. du 20 décembre 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi en faveur des revenus du travail (n° 1096) [10 septembre 2008]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Défense - [16 juillet 2008]

Rapporteur pour avis du projet de loi en faveur des revenus du travail (n°1096) [10 septembre 2008]

**DÉPÔTS**

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 10 : Défense - Préparation et emploi des forces - Soutien de la politique de la défense (n° 276) [11 octobre 2007]

Proposition de loi n° 749 tendant à créer une délégation de l'Assemblée nationale pour l'évaluation et le contrôle de la dépense publique [27 mars 2008]

Proposition de loi n° 984 relative à l'évolution du cursus de la profession de prothésiste dentaire et à ses conditions d'examen [19 juin 2008]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi, après déclaration d'urgence, en faveur des revenus du travail (n° 1096) [16 septembre 2008] (n° 1106)

**INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**

*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Banques et établissements financiers. Société générale. Situation financière [6 février 2008] (p. 761)

*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 125, posée le 22 janvier 2008. Transports ferroviaires. TGV (J.O. Questions p. 409). Appelée le 22 janvier 2008. Réseau, développement (p. 366)

n° 175, posée le 25 mars 2008. Automobiles et cycles. Immatriculation (J.O. Questions p. 2480). Appelée le 25 mars 2008. Réforme, conséquences (p. 877)

*DÉBATS*

**Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)**

Son intervention (p. 1684)

*Thèmes :*

Donations et successions (p. 1684)

Elections et référendums : élection présidentielle : élections législatives (p. 1684)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : fonds propres (p. 1684)

Jeunes : travail étudiant : impôt sur le revenu (p. 1684)

Logement : intérêts d'emprunt : crédit d'impôt (p. 1684)

Président de la République (p. 1684)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1684)

Travail : réduction du temps de travail (p. 1684)

**Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)**

*Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)*

Son amendement n° 352 (p. 1782)

*Article 2 (élargissement des conditions d'exonération des rémunérations des étudiants travaillant pendant leurs études)*

Son intervention (p. 1841)

*Article 3 (instauration d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunts supportés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale)*

Son intervention (p. 1852)

*Article 4 (réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock-options)*

Son amendement n° 355 : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 1888)

*Après l'article 5*

Intervient sur l'adit n° 158 rectifié de M. Didier Migaud (impôt sur le revenu - "niches fiscales" : réduction d'impôt plafonnée à 40 % du revenu) (p. 1944)

Intervient sur l'adit n° 159 rectifié de M. Didier Migaud (impôt sur le revenu : institution d'un barème alternatif déterminant une cotisation minimale) (p. 1944)

*Article 6 (réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général)*

Ses amendements n°s 353 et 354 (p. 1960) : adoptés après rectification (suppression du gage) (p. 1961 et s.)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Ses explications de vote [1<sup>er</sup> août 2007] (p. 2627)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2628)

**Projet de loi n° 3 portant règlement définitif du budget de 2006**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [16 juillet 2007] (p. 1979 ; 2005)**

Son intervention (p. 2000)

*Thèmes :*

Etat : comptes : Cour des comptes (p. 2000 et s.)

Finances publiques : indicateurs de performance (p. 2001)

Parlement : contrôle parlementaire (p. 2001)

Partis et mouvements politiques : gauche : entreprises publiques (p. 2000)

Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 2000 et s.)

Secteur public : privatisations : autoroutes (p. 2000)

**Projet de loi de finances n° 189 pour 2008**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)**

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2792)

Son intervention (p. 2861)

*Thèmes :*

Entreprises : allègement des charges : fiscalité (p. 2862)

Finances publiques : dépense : efficacité : politiques publiques (p. 2862)

Parlement (p. 2862)

Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 2792)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 2861)

Travail : réduction du temps de travail (p. 2862)

**PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

**Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)**

*Article 7 (crédit d'impôt sur le revenu accordé au titre des intérêts des prêts contractés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale)*

Son amendement n° 24 (p. 2894)

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

DÉFENSE

**Examen des fascicules [14 novembre 2007] (p. 4112, 4151)**

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 4114)

*Thèmes avant la procédure des questions :*

Défense : édition et imprimerie (p. 4115 et s.)

Défense : activité des forces (p. 4115 et s.)

Défense : armements et équipements : armée de l'air (p. 4115)

Défense : armements et équipements : disponibilité (p. 4115 et s.)

Défense : armements et équipements : externalisation (p. 4115)

Défense : armements et équipements : marine (p. 4116)

Défense : loi de programmation militaire (p. 4115)

Défense : militaires et assimilés : effectifs (p. 4115)

Défense : opérations extérieures (p. 4115 et s.)

Défense : réserves (p. 4115)

TVA : Fonds de compensation de la TVA (FCTVA) (p. 4116)

**Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)**

*Article 6 (restitution des avances et préavis de résiliation)*

Son amendement n° 234 (p. 4743)

*Article 10 (création d'un relevé périodique des frais bancaires)*

Son amendement n° 233 (p. 4766) : adopté (p. 4767)

**Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5024, 5054)**

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5066)

**Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)**

*Après l'article 22*

Son amendement n° 64 (pâtes de fruits et fruits confits : TVA au taux réduit) : rejeté (p. 5110)

**Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)**

*Article 1er (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)*

Son amendement n° 180 (p. 1178) ; repris par M. Jean-Pierre Brard

*Article 3 précédemment réservé (mise en œuvre de la coexistence entre cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques)*

Son amendement n° 178 rectifié (p. 1402) ; repris par M. André Chassaigne

*Après l'article 14*

Son amendement n° 7 (interdiction de mise en culture d'OGM dans l'aire géographique d'une appellation d'origine contrôlée pour la fabrication du produit bénéficiant de cette appellation) (p. 1443) : retiré ; repris par Mme Corinne Erhel (p. 1444)

**Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V<sup>e</sup> République**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)**

Son intervention (p. 2273)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 2312)

*Thèmes :*

Assemblée nationale : commission des lois : auditions (p. 2312)

Constitution : histoire (p. 2273)

Constitution : révision : modernisation (p. 2274)

Parlement : commissions : réforme (p. 2274)

Parlement : contrôle parlementaire (p. 2312)

Parlement : offices parlementaires : finances publiques (p. 2274)

Parlement : ordre du jour (p. 2274)

Parlement : prérogatives (p. 2312)

Politique générale : institutions : modernisation  
(p. 2312)

**Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)**

*Article 9 (missions et composition du Parlement)*

Son intervention (p. 2465)

Son amendement n° 212 (p. 2469)

*Article 21 (missions de la Cour des comptes)*

Son amendement n° 229 rectifié (p. 2650)

### **Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)**

*Avant l'article 1er*

Son amendement n° 1365 (p. 2914) : retiré ; repris par M. François Brottes (p. 2917)

*Article 5 (renforcement de la protection du patrimoine personnel de l'entrepreneur)*

Son amendement n° 1359 (p. 2972)

### **Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [30 juin 2008] (p. 3935, 3952, 3961, 3970)**

Son intervention (p. 3948)

*Thèmes :*

Finances publiques : opérateurs de l'Etat (p. 3948)

Justice : Cour des comptes (p. 39548 et s.)

Parlement : rôle (p. 3949)

MISSION « AGRICULTURE »

**Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4022) :**

- *Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 18 juin 2008*

Son intervention (p. 4030)

MISSION « DÉFENSE »

**Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4041) :**

- *Réunion de la commission des affaires étrangères du 19 juin 2008*

Son intervention (p. 4042)

### **Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail**

Rapporteur pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [22 septembre 2008] (p. 4924, 4943) ; [23 septembre 2008] (p. 4977)**

Son intervention (p. 4931)

*Thèmes :*

Assemblée nationale (p. 4932)

Entreprises : intéressement et participation (p. 4931 et s.)

Entreprises : intéressement et participation : très petites entreprises (TPE) (p. 4932)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4932)

**Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) [25 septembre 2008] (p. 5114)**

*Article 1er (crédit d'impôt au profit des entreprises concluant un accord d'intéressement – Versement d'une prime exceptionnelle d'intéressement)*

Ses interventions (p. 5011 et s.)

*Après l'article 1er*

Intervient sur l'adt n° 6 de la commission des finances (attribution de stock-options aux dirigeants subordonnée à l'existence d'un accord d'intéressement bénéficiant aux salariés) (p. 5014)

Intervient sur l'adt n° 8 de la commission des finances (intéressement obligatoirement adossé à un plan d'épargne salariale) (p. 5025)

*Après l'article 2*

Intervient sur l'adt n° 27 de la commission (participation des chefs d'entreprise et de leurs conjoints dans les entreprises de moins de cinquante salariés et dans celles de moins de cent salariés ayant mis en place un accord de participation dérogatoire sur les excédents de la réserve spéciale de participation) (p. 5105)

Intervient sur l'adt n° 9 de la commission des finances (participation des chefs d'entreprise et de leurs conjoints) (p. 5105)

Intervient sur l'adt n° 7 deuxième rectification de la commission (extension de la participation des chefs d'entreprise et de leurs conjoints aux entreprises de 101 à 250 salariés) (p. 5114)

Intervient sur l'adt n° 29 rectifié de la commission (simplification des conditions de modification des plans d'épargne interentreprises) (p. 5115)

Intervient sur l'adt n° 10 rectifié de la commission des finances (simplification des conditions de modification des plans d'épargne interentreprises) (p. 5115)

*Article 3 (modernisation de la procédure de fixation du SMIC)*

Son intervention (p. 5126)

Son amendement n° 1782 (p. 5126) : adopté après rectification (p. 5127)